

Brésil : ample vague de privatisations pour renflouer l'Etat

THIERRY OGIER ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=1237](https://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=1237)) | Le 24/08 à 17:57



Au total, le président brésilien Michel Temer espère récolter quelque 12 milliards d'euros, dont 1,5 milliard d'euros pour le seul aéroport de Congonhas (vols intérieurs au départ de São Paulo, la capitale économique du pays) - YASUYOSHI CHIBA / AFP

Dans la foulée de la privatisation d'Eletrobras, le gouvernement va vendre une cinquantaine d'entreprises publiques.

Michel Temer n'a jamais caché son goût pour les privatisations (https://www.lesechos.fr/20/07/2016/LesEchos/22237-031-ECH_bresil---temer-veut-privatiser-a-tout-va.htm). Mais cette fois ci, il a mis le paquet. Son gouvernement, affaibli par des affaires de corruption et de nouveaux dérapages budgétaires, a lancé une contre offensive au cours de cette semaine.

À LIRE AUSSI

[Privatisation en vue pour Eletrobras, l'EDF brésilien \(https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/030505689165-privatisation-en-vue-pour-eletrobras-ledf-bresilien-2109246.php\)](https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/030505689165-privatisation-en-vue-pour-eletrobras-ledf-bresilien-2109246.php)

Tout d'abord, il y a eu l'annonce surprise de la privatisation d'Eletrobras, le **holding** (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_holding.html#xtor=SEC-3168) du secteur électrique. Un gros morceau. Puis, deux jours plus tard, le conseil des « partenariats en investissements », installé à la présidence, a publié une liste de 57 entreprises publiques, allant de l'aéroport de São Paulo à un jeu de loterie, privatisables avant la fin de l'année prochaine.

Faire rentrer de l'argent dans les caisses

Le gouvernement dissimule à peine ses intentions : faire rentrer de l'argent dans les caisses, et vite ! Il a déjà dû admettre que les déficits budgétaires seront beaucoup plus élevés que prévu, d'autant plus que . Au total, il espère récolter quelque 12 milliards d'euros, dont 1,5 milliard d'euros pour le seul aéroport de Congonhas (vols intérieurs au départ de São Paulo, la capitale économique du pays).

« Les Chinois seraient en mesure de l'acheter. »

Congonhas, c'est le gros morceau, aux côtés d'Eletrobras, une sorte d'EDF à la brésilienne, déjà partiellement privatisée, mais dont les actifs s'élèvent encore à 170 milliards de reals (environ 45 milliards d'euros). « *Les Chinois seraient en mesure de l'acheter* » affirme Pedro Seraphim, spécialiste du secteur de l'énergie au cabinet d'avocats Tozzini Freire. Un appétit confirmé par d'autres sources...

Vaste programme

Au delà de ces « bijoux de famille », relève un observateur, d'autres aéroports, des ports et des routes doivent également être privatisées. Avec un objectif : obtenir des gains de productivité, dont la faiblesse entrave la compétitivité du géant latino-américain.

À LIRE AUSSI

[Brésil : Temer veut privatiser à tout-va \(https://www.lesechos.fr/20/07/2016/LesEchos/22237-031-ECH_bresil---temer-veut-privatiser-a-tout-va.htm\)](https://www.lesechos.fr/20/07/2016/LesEchos/22237-031-ECH_bresil---temer-veut-privatiser-a-tout-va.htm)

[Brésil : malmené politiquement, Temer fait le forcing auprès des investisseurs \(https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/030359569010-bresil-malmene-politiquement-temer-fait-le-forcing-aupres-des-investisseurs-2090714.php\)](https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/030359569010-bresil-malmene-politiquement-temer-fait-le-forcing-aupres-des-investisseurs-2090714.php)

« *L'Etat brésilien n'a plus les moyens d'investir et de moderniser ses infrastructures. Comme les investissements privés [brésiliens] sont trop faibles, ils vont faire appel aux investisseurs internationaux* », affirme-t-il. D'autant plus que la banque de développement locale (BNDES) est en pleine restructuration, et « *n'est plus en mesure de financer les infrastructures* », ajoute-t-il.

Même l'impression des billets de banque ...

Si le programme de privatisation est appliqué à la lettre, les billets de banque seront aussi imprimés par une entreprise privée, pour la première fois depuis la création de la Maison de la monnaie, à la fin du XVII^e siècle.

Toutefois, le timing est serré. Car la privatisation demeure un thème politiquement explosif en vue de la présidentielle de 2018. « *Les élections peuvent miner la confiance de certains investisseurs, mais cela ne signifie pas que les privatisations ne vont pas être réalisées* », estime Carla Junqueira, spécialiste du droit économique au cabinet d'avocats Mattos Engelberg. *Les mesures économiques prises par Michel Temer, en dépit des aspects négatifs liés aux affaires, s'avèrent très positives* ».

